

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

30 novembre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2026 - (N° 2141)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

N° 362 (Rect)

**AMENDEMENT**

présenté par  
M. Marion, Mme Givernet et M. Brosse

-----

**ARTICLE 9 QUATER**

Rétablir cet article dans la rédaction suivante :

« I. – Le troisième alinéa du I de l'article L. 741-16 du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

« 1° Les mots : « , à l'exclusion des tâches réalisées par des entreprises de travaux forestiers, » sont supprimés ;

« 2° Après la référence : « L. 722-1 », sont insérés les mots : « et au 1° de l'article L. 722-2 ».

« II. – La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale résultant du I est compensée à due concurrence par la majoration de l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'embauche d'un salarié occasionnel ouvre droit à une exonération des cotisations et contributions sociales à la charge de l'employeur.

Ce dispositif est limité aux agriculteurs employeurs de main d'œuvre et a été ouvert au CUMA en 2025.

Cet amendement vise à inclure les entreprises de travaux agricoles, employeurs de main d'œuvre, auxquelles les exploitants agricoles délèguent des travaux qui entrent dans le cycle de la production animale ou végétale dans le champ de l'exonération, dans le cas du maintien du dispositif travailleurs occasionnels demandeurs d'emploi. Il vise également à inclure les travaux forestiers et

---

les entreprises de travaux forestiers regroupant les activités liées aux travaux de récolte de bois, les travaux de reboisement et de sylviculture.

Le rétablissement de la mesure au profit des entreprises de travaux agricoles et forestiers réalisant les travaux pour le compte des exploitations agricoles bénéficiant de la mesure permettra de mettre fin à la rupture d'égalité face à des prestataires de services internationaux (PSI) moins-disant socialement notamment.

Cette mesure participera également à la compétitivité économique de l'agriculture puisque dans de nombreux secteurs en difficulté de recrutement, les exploitations agricoles éligibles au dispositif TO-DE, délèguent leurs travaux à des ETARF, qui n'en sont pas bénéficiaires, alourdissant par conséquent leur charges.

Cette mesure prend d'autant plus de sens qu'à ce jour, les ETARF réalisent des heures supplémentaires en période de travaux. A l'occasion des demandes de dérogation de dépassement de la durée maximale absolue, les inspections du travail départementales encouragent d'ailleurs les entreprises à justifier d'embauches supplémentaires.

Cette mesure a été évaluée à 17,615 millions d'euros par an.

Cet amendement est issu des propositions de la Fédération Nationale Entrepreneurs Des Territoires.